

Concours pour le recrutement de contrôleurs stagiaires du travail et de la main-d'œuvre.

Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et le ministre des affaires sociales,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu l'article 29 de la loi n° 51-996 du 24 mai 1951 ;

Vu le décret modifié du 24 décembre 1954 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du corps des chefs de centre et contrôleurs des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre ;

Vu le décret n° 60-579 du 15 juin 1960 portant règlement d'administration publique relatif aux modalités de reclassement applicables aux personnels temporaires du ministère de la construction bénéficiaires des dispositions de l'article 58 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957 ;

Vu l'arrêté du 7 juin 1955 modifié fixant les conditions générales d'organisation des concours pour l'accès au grade de contrôleur stagiaire des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre, ainsi que le programme des matières des concours ;

Vu la circulaire du 10 décembre 1956 du président du conseil relative à la réglementation des recrutements de fonctionnaires ;

Vu la circulaire n° 459 F. P. du 2 février 1960 du Premier ministre,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Est autorisée au cours du deuxième semestre 1966 l'ouverture de deux concours pour le recrutement de quatre-vingts contrôleurs stagiaires du travail et de la main-d'œuvre.

Art. 2. — La répartition de ces emplois est la suivante :

a) Concours externe : cinquante-six postes.

b) Concours interne : vingt-quatre postes.

Art. 3. — En plus du contingent prévu à l'article 2, a, et dans la limite de 20 p. 100 de ce contingent, des emplois seront mis en réserve pour reclasser dans le corps des chefs de centre et contrôleurs des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre, compte tenu des dispositions de l'article 7 (dernier alinéa) du décret du 15 juin 1960 susvisé, les personnels temporaires du ministère de la construction bénéficiaires de ce décret.

Pour l'intégration dans l'emploi de contrôleur, les services civils accomplis par les intéressés dans l'administration du ministère de la construction pourront être pris en compte dans la limite de trois échelons.

Les postes qui ne pourront être attribués au titre du décret du 15 juin 1960 seront éventuellement pourvus par des candidats ayant satisfait aux épreuves du concours.

Art. 4. — Un arrêté ultérieur fixera la date des épreuves et celle de la limite d'envoi des candidatures.

Art. 5. — Le directeur de l'administration générale, du personnel et du budget au ministère des affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 juin 1966.

Le ministre des affaires sociales,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'administration générale,
du personnel et du budget,
JACQUES ROSENFELD.

Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration
et de la fonction publique empêché :

Le sous-directeur,
LAURENT BLANC.

Sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 22 juin 1966, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste dite Société mutualiste des agents expatriés (S. M. A. E.), n° 75-4926, à Paris (8^e), 157, boulevard Haussmann.

Comité interministériel d'étude des problèmes de l'enseignement médical, de la structure hospitalière et de l'action sanitaire et sociale.

Par arrêté en date du 8 juin 1966, M. le professeur Jean-François Cier, doyen de la faculté mixte de médecine et de pharmacie de Lyon, est désigné au titre du ministère des affaires sociales comme membre du comité interministériel d'étude des problèmes de l'enseignement médical, de la structure hospitalière et de l'action sanitaire et sociale, en remplacement de M. le docteur Jacques Robin, démissionnaire.

Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Par arrêté du 15 juin 1966, M. le docteur Pierre Robin, directeur général honoraire de la santé publique au ministère des affaires sociales, est nommé membre du conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Commission centrale d'aide sociale.

Par arrêté en date du 23 juin 1966, M. Lecat (Jean-Philippe), auditeur au Conseil d'Etat, a été nommé commissaire du Gouvernement auprès de la commission centrale d'aide sociale, en remplacement de M. Coudurier, démissionnaire.

Cette nomination prend effet à compter du 1^{er} juin 1966.

Par arrêté en date du 23 juin 1966, M. Magniny (Bernard), auditeur au Conseil d'Etat, a été nommé commissaire adjoint du Gouvernement auprès de la commission centrale d'aide sociale, en remplacement de M. Lecat, nommé commissaire.

Cette nomination prend effet à compter du 1^{er} juin 1966.

Par arrêté du 23 juin 1966, Mlle Plegat (Thérèse), inspecteur de l'action sanitaire et sociale, a été nommée rapporteur auprès de la commission centrale d'aide sociale à compter du 1^{er} juin 1966.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Création du brevet d'Etat d'entraîneur de natation sportive.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu l'arrêté du 15 février 1961 portant création du brevet d'Etat de moniteur de natation sportive ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 2 février 1966 portant délégation de signature au directeur des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un brevet d'Etat d'entraîneur de natation sportive qui autorise ses titulaires à préparer, contre rémunération, des nageurs aux compétitions régionales, nationales et internationales.

Art. 2. — Pour être admis à se présenter aux épreuves du brevet d'Etat créé par le présent arrêté, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

1° Etre âgés de vingt-trois ans révolus au 1^{er} janvier de l'année de l'examen ;

2° Avoir été :

Ou chargés par la direction des sports de fonctions techniques se rapportant à l'entraînement à la natation (directeur national, entraîneur national, entraîneur national adjoint, conseiller technique régional) ;

Ou sélectionnés au moins trois fois comme international de catégorie A pour participer à des compétitions inscrites au calendrier officiel de la fédération française de natation ;

Ou responsables ou assistants d'un responsable de la préparation des nageurs d'une association sportive pendant deux ans au moins en étant titulaires du brevet d'Etat de moniteur de natation sportive ou pendant quatre ans sans ce titre.

Art. 3. — Les candidats au brevet d'Etat prévu à l'article 1^{er} sont tenus de déposer au service départemental de la jeunesse

et des sports du lieu de leur domicile principal, au moins un mois à l'avance, un dossier comprenant :

- Une demande d'inscription sur papier libre ;
- Une fiche d'état civil ;
- Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;
- Une note personnelle retraçant la formation reçue, les stages suivis, les enseignements donnés et les entraînements de nageurs assurés ;
- Une attestation du président du groupement sportif dont ils relèvent témoignant des responsabilités qu'ils ont assumées pour la préparation des nageurs aux compétitions ;
- Une copie certifiée conforme ou une photocopie de leur diplôme d'Etat de moniteur de natation sportive, s'ils le possèdent ;
- Une attestation de la fédération française de natation témoignant des sélections dont ils ont pu faire l'objet, comme internationaux de catégorie A, pour participer à des compétitions inscrites au calendrier fédéral, le cas échéant ;
- Deux photos d'identité.

Art. 4. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'Etat d'entraîneur de natation sportive est nommé par le ministre de la jeunesse et des sports. Il comprend :

- Le ministre de la jeunesse et des sports ou son représentant, président.
- Le directeur des sports ou son représentant.
- Le directeur de l'institut national des sports ou son représentant.
- Le directeur technique national de la natation ou son représentant.
- Un entraîneur national et un entraîneur national adjoint de natation.

Trois représentants de la fédération française de natation.

Art. 5. — Les épreuves du brevet d'Etat d'entraîneur de natation sportive comportent des épreuves écrites, des épreuves orales et une épreuve pratique. Chacune de ces épreuves est notée sur 20 (coefficient 1).

1° Les épreuves écrites :

Elles sont au nombre de deux :

- a) Une composition portant sur la technique des styles des nages de compétition (durée : deux heures) ;
- b) Une composition portant sur la préparation physique du nageur et l'entraînement pour une compétition donnée (durée : deux heures).

Toute note inférieure à 10 sur 20 est éliminatoire.

Seuls sont admis à se présenter aux épreuves orales et pratiques les candidats ayant obtenu 24 points, soit une moyenne de 12 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites.

2° Les épreuves orales :

Elles sont au nombre de deux :

- a) Une interrogation sur la technique des nages, la mise en condition et l'entraînement tant individuel que collectif ;
- b) Une interrogation sur l'organisation générale du ministère de la jeunesse et des sports, sur celle de la fédération française de natation et sur la réglementation sportive pouvant s'appliquer à cette discipline.

Toute note inférieure à 10 sur 20 est éliminatoire.

3° L'épreuve pratique :

Elle consiste dans la conduite d'une séance d'entraînement intéressant des nageurs classés, sur des données fournies par le jury.

La note inférieure à 12 sur 20 est éliminatoire.

Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat d'entraîneur de natation sportive, les candidats doivent avoir obtenu un total de 60 points, soit une moyenne générale de 12 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites, orales et pratique.

Art. 6. — Sur proposition du jury, le ministre de la jeunesse et des sports arrête la liste des candidats définitivement admis à l'examen.

Art. 7. — Le programme des épreuves définies à l'article 5 fait l'objet des éléments annexés au présent arrêté (1).

Art. 8. — Le brevet d'Etat d'entraîneur de natation sportive faisant l'objet du présent arrêté sera ajouté à la liste des titres et diplômes inscrits au tableau B annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé.

Art. 9. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mai 1966.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des sports,
MARCEAU CRESPIN.

(1) La publication des éléments de programme constituant l'annexe de cet arrêté sera assurée par le *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

Avis concernant le recrutement d'un tapissier décorateur à l'Assemblée nationale.

L'administration de l'Assemblée nationale procédera, dans le courant du quatrième trimestre 1966, au recrutement d'un tapissier décorateur, qui aura la responsabilité des ateliers d'ameublement de l'Assemblée nationale et participera, dans sa spécialité, à tous les travaux d'entretien et d'aménagement du Palais-Bourbon et de ses annexes.

Les références professionnelles des candidats seront prises en considération concurremment avec les notes qu'ils auront obtenues à un examen probatoire comprenant :

- Une épreuve écrite d'histoire de l'art (coefficient 2).
- Une épreuve pratique (coefficient 3).
- Une épreuve orale de technologie (coefficient 2).
- Une épreuve orale de gestion et de comptabilité (coefficient 2).

Les candidats devront :

- 1° Etre âgés de vingt à trente ans au 1^{er} janvier 1967 ;
- 2° Etre dégagés des obligations militaires ;
- 3° Etre pourvus du diplôme délivré par l'école Boulle après quatre ans d'études ;
- 4° Justifier de trois années d'exercice dans l'une des professions d'ébéniste, de tapissier, de menuisier en sièges ou d'agencier.

Tous renseignements complémentaires pourront être obtenus au service du personnel de l'Assemblée nationale (bureau 109), 126, rue de l'Université, Paris (7^e) (téléphone : 468-60-00).

Cet avis remplace ceux parus au *Journal officiel* des 11, 12, 14, 15 et 16 mars 1966.

INFORMATIONS

RELATIVES

AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Convocation de sections.

Mardi 5 juillet 1966.

Dix heures.

SECTION DU PLAN ET DES INVESTISSEMENTS

Ordre du jour.

Enseignement à tirer des expériences de planification à l'étranger : désignation du rapporteur.

Problèmes posés par la concentration des entreprises :

Exposé de M. Lagandre, rapporteur.

Discussion générale.

Quinze heures.

SECTION DES FINANCES, DU CRÉDIT ET DE LA FISCALITÉ

Ordre du jour.

Régime fiscal des concentrations et fusions d'entreprises : examen du projet de rapport pour avis établi par M. Desbrière.

Le crédit-bail : échange de vues sur le cadre de l'étude.

Dix-sept heures.

SECTION DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

Ordre du jour.

Les problèmes posés par la fusion des exécutifs européens et l'unification des traités : examen de l'avant-projet d'avis présenté par M. Charvet.